

The main image shows a group of four people—two adults and two children—silhouetted against a large window with blue metal bars. They are gathered around a long wooden table, appearing to be in a meeting or discussion. The room is dimly lit, with the primary light source being the window, which creates a strong contrast between the dark figures and the bright light outside. A sign on the wall to the left reads 'Le DIRECTEUR' and 'Rm 7'.

# LE RECRUTEMENT D' ENFANTS ET DE JEUNES AU SEIN DE GROUPES

Un rapport de VoiceMore en République Démocratique du Congo

## TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	2
Aperçu.....	3
Qu'est-ce que VoiceMore ?.....	3
Objectifs du programme .....	3
VoiceMore en RDC.....	4
Contexte de Masisi.....	4
Mise en place du programme .....	5
Sessions de formation VoiceMore.....	5
Situation des enfants dans les groupes armés.....	6
Cycles de la violence.....	8
Causes et impacts du recrutement et de l'utilisation.....	11
Recherche du problème .....	12
Méthodologie de recherche utilisée .....	13
Sécurité et gestion des risques .....	14
Défis à relever et mesures d'atténuation .....	15
Analyse des données.....	16
Limites de la recherche .....	17
Résultats de la recherche.....	18
Facteurs contribuant au recrutement dans la région de Masisi .....	18
Impacts sur la communauté.....	19
Perceptions de la famille .....	20
Activité préexistante dans la région en matière de recrutement et de réinsertion .....	20
Autres observations et résultats notables .....	20
Résumé des principales solutions suggérées par les répondants .....	22
Répercussions possibles sur la programmation.....	22
Recrutement et utilisation des enfants à l'échelle mondiale.....	23
Législation internationale.....	26
Le recrutement et l'utilisation d'enfants en RDC.....	28
Recommandations de VoiceMore.....	30

## **APERÇU**

Ce rapport décrit un projet mené par un groupe de jeunes vivant au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC), soutenu par War Child UK. Il détaille leurs préoccupations concernant le recrutement d'enfants et de jeunes dans des groupes armés dans leur communauté, ce qu'ils pensent être les causes et les conséquences, les recherches qu'ils ont conçues et menées, et leurs recommandations sur les moyens de résoudre le problème.

## **QU'EST-CE QUE VOICEMORE?**

VoiceMore est le programme de développement des jeunes défenseurs de War Child, qui permet aux jeunes touchés par les conflits armés de partager leurs expériences et d'agir pour combattre les problèmes qui les impactent.

Les groupes VoiceMore dans les pays de notre programme discutent et débattent de la manière dont les conflits affectent les enfants et les jeunes dans leur région et de ce qu'ils pensent pouvoir faire pour améliorer leur vie. Ils sont ensuite soutenus dans la conception et la mise en œuvre de leurs propres projets de plaidoyer dans leur communauté locale, War Child les aidant à porter ces préoccupations sur des plateformes nationales et internationales.

## **OBJECTIFS DU PROGRAMME**

- Soutenir les jeunes pour qu'ils identifient les défis auxquels ils sont confrontés, ainsi que d'autres enfants et jeunes, dans les régions et le pays où ils vivent, afin qu'ils entreprennent des actions de plaidoyer qui apportent des changements positifs au sein de leurs communautés et au-delà.
- Permettre aux jeunes d'améliorer leur bien-être en acquérant la confiance, les connaissances et les compétences nécessaires pour exprimer honnêtement leurs opinions, leurs besoins et leurs droits, notamment en comprenant comment mener des recherches et une campagne de plaidoyer.
- Promouvoir la participation des jeunes à la prise de décision et faire entendre la voix des jeunes touchés par les conflits aux détenteurs du pouvoir.

## VOICEMORE EN RDC

### CONTEXTE DE MASISI

La RDC, et la province du Nord-Kivu en particulier, a vécu de nombreuses années de conflits et d'insécurité. Le territoire de Masisi, un des six territoires de la province du Nord-Kivu, a été gravement touché.

Il est peuplé d'une grande variété de groupes ethniques et est au centre d'un conflit aigu et violent depuis le début de 1993, entraînant un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans la région. Une multitude de groupes armés, locaux et étrangers, continuent d'opérer dans la région. La RDC est l'un des pays les plus riches du monde en termes de ressources naturelles, en particulier le cobalt, qui est utilisé dans la fabrication des téléphones portables. Des années de guerre, des bouleversements politiques et une mauvaise gestion des richesses minérales ont créé l'instabilité, alors que différents groupes se battent pour exercer le contrôle et l'accès aux ressources telles que les minéraux. Des affrontements sporadiques à travers la province se sont poursuivis pendant des années, entraînant des cycles de déplacements continus et d'abus des droits.



En raison de ce conflit en cours, la population de la région orientale a un accès très limité aux services de base tels que l'éducation et les soins de santé, et les communautés vivent sous la menace constante de la violence. Les opportunités d'accès à l'emploi restent limitées et la plupart des familles dépendent de l'élevage et de l'agriculture, cependant les conflits fonciers et les déplacements répétés des familles (certaines d'entre elles dans des camps de déplacés) ont plongé la population dans l'extrême pauvreté et exacerbé l'insécurité, ce qui a encore limité les possibilités de développement. En plus de perpétuer des cycles de pauvreté et de maltraitance des droits des enfants et des droits humains, la présence de groupes armés entraîne également le recrutement d'enfants et de jeunes, ce que ce rapport décrira plus en détail.

Le groupe Masisi VoiceMore faisait partie d'une initiative de programme plus large appelée Partenariat contre l'exploitation des enfants (PACE), financée par le Bureau britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO). PACE était un consortium de

différentes agences d'aide, d'organisations du secteur privé et d'une institution universitaire<sup>1</sup> travaillant ensemble pour essayer de mettre fin aux pires formes de travail des enfants.

## **MISE EN PLACE DU PROGRAMME**

War Child UK a soutenu la création de VoiceMore Masisi en 2020. Des consultations communautaires ont d'abord eu lieu avec les autorités locales, les leaders communautaires et les jeunes pour s'assurer de la compréhension du programme et de ses objectifs. Ensuite, avec la communauté, il a été convenu de la manière dont les jeunes devaient être sélectionnés.

Les critères comprenaient une répartition égale entre les sexes, la garantie d'opportunités pour les jeunes handicapés, les jeunes parents, une représentation égale des groupes ethniques et religieux et l'inclusion de certains jeunes déplacés. En raison de l'orientation du PACE, les jeunes ayant une certaine expérience des pires formes de travail des enfants ont également été prioritaires. Les jeunes de la communauté ont discuté et voté pour ceux qui, selon eux, devraient être sélectionnés pour le programme afin de les représenter. 20 porte-parole ont été désignés, âgés de 17 à 23 ans au début du programme.

## **SESSIONS DE FORMATION VOICEMORE**

Avant de commencer leur projet de plaidoyer<sup>2</sup>, les deux groupes ont d'abord suivi deux formations préparatoires VoiceMore, pour aider à renforcer la confiance, les connaissances et les compétences nécessaires pour agir en tant que porte-parole et comprendre le plaidoyer.

Les jeunes ont abordé des sujets tels que le rôle d'un porte-parole, les droits des enfants, le langage corporel et la communication non verbale, l'écoute active, la prise de parole en public, la compréhension du point de vue des autres, les techniques d'entretien et la sécurité. Ensuite, ils ont examiné le but et les principes de l'action de plaidoyer, avant de travailler ensemble pour identifier les problèmes les plus importants qui, selon eux, affectaient les enfants et les jeunes de leur communauté, résumés ci-dessous :

- Recrutement d'enfants et de jeunes dans les groupes armés
- Exploitation des enfants et des jeunes dans l'exploitation minière artisanale (à petite échelle)
- Exploitation des enfants et des jeunes dans les maisons closes

---

<sup>1</sup>Les membres du consortium comprenaient : War Child UK, World Vision, la fondation Thomson Reuters, l'université de Columbia, Fifty Eight et UN Global Compact Network UK (UNGC UK).

<sup>2</sup> Les groupes VoiceMore suivent d'abord une formation de porte-parole, puis une formation de plaidoyer et de recherche, avant de passer à la planification et à la conduite de leurs recherches puis de leur action de plaidoyer.

- Exploitation des enfants et des jeunes dans l'élevage bovin
- Manque d'éducation pour les enfants
- L'alcoolisme chez les enfants et les jeunes
- La violence sexuelle contre les enfants et les jeunes
- Le travail des enfants qui consiste à porter de lourdes charges
- Chômage des jeunes
- Mariage précoce
- Enlèvement par des groupes armés ou des gangs pour extorquer des rançons aux familles des victimes
- Vol d'enfants au marché

Pour aider à décider de leur principal enjeu pour leur projet, les jeunes ont ensuite discuté et analysé plus en détail les éléments suivants:

- L'impact potentiel qu'ils pensent pouvoir avoir sur la question.
- Les conséquences potentielles pour la sécurité si vous parlez du problème.
- Le niveau de vulnérabilité des personnes concernées face au danger ou à la maltraitance.
- Le pouvoir qu'ont les personnes concernées de provoquer elles-mêmes des changements.

Le groupe a d'abord réduit sa liste aux trois problèmes qu'il considérait comme les plus graves et les plus préjudiciables, à savoir le recrutement et l'utilisation d'enfants et de jeunes dans des groupes armés, l'exploitation d'enfants et de jeunes dans l'exploitation minière et l'exploitation d'enfants et de jeunes dans les bordels. Parmi ceux-ci, ils ont décidé d'en sélectionner un qui, selon eux, offrait une bonne opportunité à toute la communauté de s'engager, à savoir le recrutement et l'utilisation d'enfants et de jeunes dans des groupes armés.

Les chapitres suivants décrivent ce que le groupe a estimé être les causes et les impacts du problème, qui sont les principales parties prenantes et ce qui était déjà fait pour résoudre le problème, avant de passer à leurs phases de recherche et de plaider.

## **SITUATION DES ENFANTS DANS LES GROUPES ARMES**

Les membres du groupe VoiceMore étaient particulièrement préoccupés par les impacts de l'adhésion à un groupe armé sur la vie des enfants. Les jeunes qui se joignent courent un risque important de blessures, d'invalidité, de décès et de problèmes psychologiques. Tandis que ceux qui parviennent à partir sont confrontés à l'exclusion sociale et à la stigmatisation dans les communautés.

Les jeunes ont eu l'impression que ces enfants et ces jeunes, lorsqu'ils vivaient dans la brousse, adoptaient des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que la consommation de drogue, et étaient souvent contraints ou forcés de commettre des crimes contre des civils et d'autres membres du groupe. Pour ceux qui réussissent à partir, la vie continue d'être extrêmement difficile. Le groupe a souligné la stigmatisation importante que les jeunes laissent face (en particulier les filles), qui entrave les possibilités de réintégration dans les familles et les communautés, en plus de la possibilité de représailles de la part des groupes armés, qui les considèrent comme les trahissant ou portant leurs informations ou leurs secrets. Le groupe a estimé que même si les enfants se joignaient pour essayer de trouver de plus grandes opportunités ou pour répondre à des besoins de base, l'implication conduisait en fin de compte à de bien pires chances dans la vie.

*« Être dans la nature est une véritable torture, manger est un problème, s'habiller est un problème, se laver est un problème, on ne peut pas étudier, tu dois voler les autres pour avoir quelque chose. »*

Enfant, participant au

Au-delà des impacts sur les enfants qui adhèrent, le groupe a également estimé que cette forme d'exploitation a un impact beaucoup plus large au niveau communautaire. Les enfants et les jeunes sont utilisés pour augmenter la taille des groupes armés et commettre des atrocités au nom des leaders, ce qui entraîne des répercussions plus larges telles que celles décrites ci-dessous :

- Insécurité accrue dans la région, qui à son tour provoque des déplacements et réduit les possibilités de développement.
- Niveaux élevés de violence dans la communauté, alors que des groupes armés s'emparent et pillent des villages pour voler leur bétail et leurs biens.
- Augmentation de la violence sexuelle et violence basée sur le genre (VSBG), car les membres maltraitent les autres au sein des groupes et attaquent les civils.
- La création d'un sentiment de peur, de stress, de frustration et de colère, qui a un impact social et psychologique sur les membres de la communauté et les relations au sein de la communauté.

*« Quand tu t'enfuis, ils te traquent et tu peux mourir parce qu'ils savent que tu vas raconter leurs secrets au gouvernement. »*

Enfant, groupe de discussion

Bien que ce problème ait un impact énorme sur les enfants, les familles et les communautés de la région, les jeunes ont affirmé que très peu était fait pour y remédier. Ce manque d'action sur la question était l'une de leurs principales motivations pour concentrer également leur projet sur ce sujet.



Crédit photo : Christian Jepsen

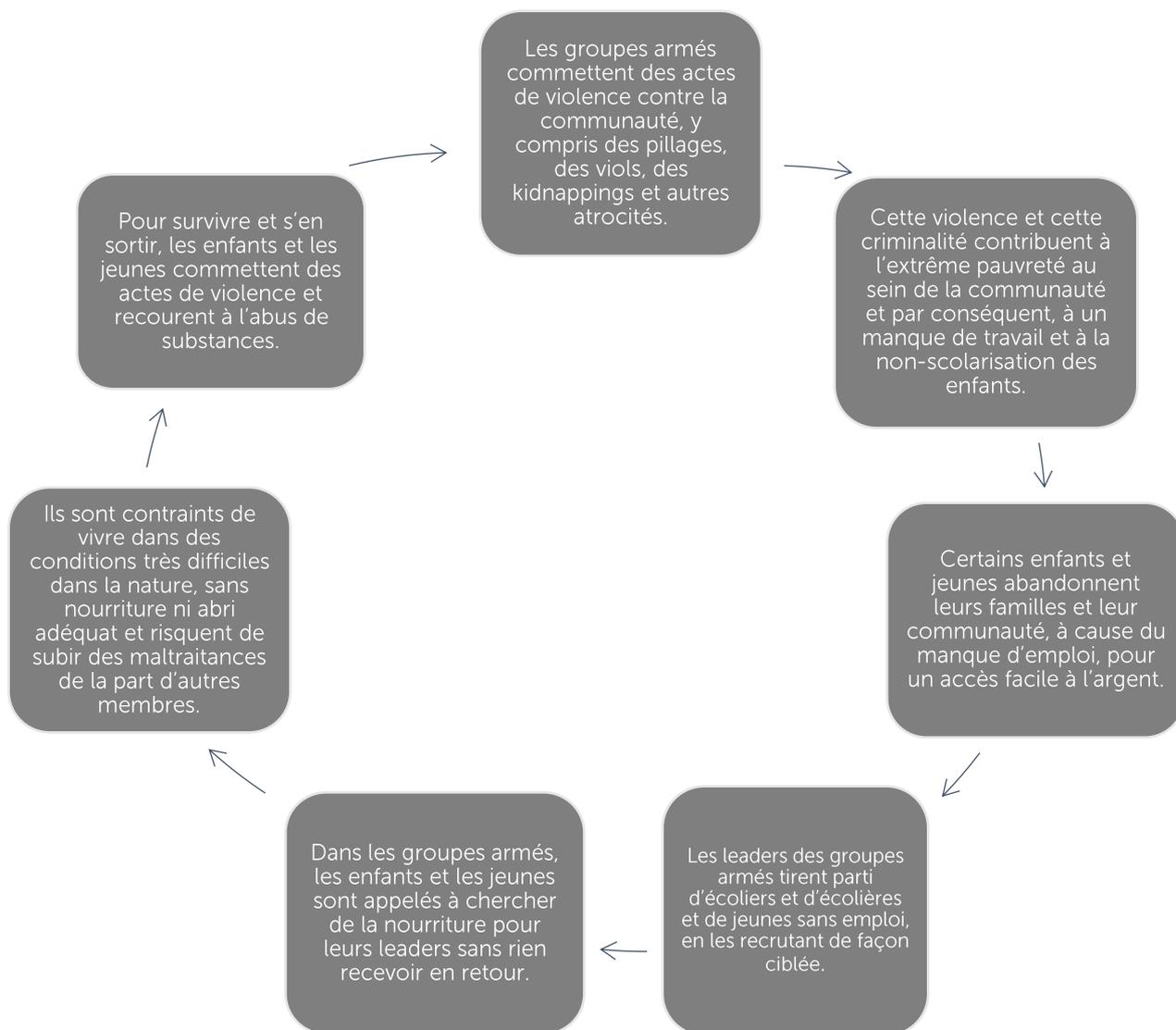
## CYCLES DE LA VIOLENCE

Après avoir convenu du but de son projet de plaidoyer, le groupe s'est ensuite orienté vers des sessions de discussion explorant plus en profondeur ce qu'étaient, selon lui, les moteurs et les conséquences du problème.

Tout d'abord, le groupe a identifié ce qu'était, d'après lui, un effet de « cercle vicieux » du recrutement, comme exposé ci-dessous<sup>3</sup>:

---

<sup>3</sup> Il faut noter que le « cycle de recrutement » de cause à effet présenté ici par les jeunes est un exemple non destiné à constituer le seul ensemble de raisons possibles expliquant pourquoi les jeunes sont recrutés. Le recrutement forcé existe aussi dans la région, en plus de la présence de groupes d'autodéfense territoriale, qui constituent d'autres manières de s'engager pour les jeunes. Voir le rapport « Tug of War » de War Child pour plus d'informations : [https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/tug-of-war\\_children\\_in\\_armed\\_groups\\_in\\_drc\\_english.pdf](https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/tug-of-war_children_in_armed_groups_in_drc_english.pdf)



Ainsi, les conditions qui engendrent le recrutement sont favorisées. Ce cycle contribue aussi à un re-recrutement, comme les enfants rejoignent les groupes armés, les quittent et par la suite, faute d'autre option, les rejoignent à nouveau.

Après avoir discuté de cette relation de cause à effet, le groupe a ensuite analysé plus profondément ce qu'il pensait être les racines du problème et les impacts résultant plus largement du recrutement, comme exposées à la page suivante.



Crédit photo: Arete

## CAUSES ET IMPACTS DU RECRUTEMENT ET DE L'UTILISATION

### Les impacts du problème

Les enfants et les jeunes au sein des groupes armés deviennent des délinquants, des ivrognes, des fumeurs de tabac et d'autres types de drogues.

Il exacerbe la pauvreté dans la communauté.

L'illettrisme et l'ignorance de la population dues à un manque d'éducation.

Les enfants et les jeunes sont émotionnellement traumatisés / leurs psychismes sont en

Mauvaise gestion de services nationaux et internationaux.

Non-respect des droits des enfants.

En conséquence des problèmes psychologiques et des traumatismes dont les gens font l'expérience, à l'avenir, nous aurons une communauté de

La plupart des enfants et des jeunes meurent dans la nature lors de tensions entre les forces loyalistes et les groupes armés, ou dans des affrontements entre

Des crimes violents au sein de la communauté, comme le viol, le pillage, le vol, l'assassinat et le meurtre.

Cela empêchera le développement de la région, de la province et du pays à l'avenir.

Nous aurons des leaders immoraux et corrompus.



### Le recrutement d'enfants et de jeunes



Éducation inaccessible à cause de son coût.

Conflit territorial et conflit de pouvoir au sein de la communauté.

Les familles pauvres sont incapables de subvenir aux besoins de base de leurs enfants.

Infrastructures scolaires inadéquates dans la région.

Manque de centres d'aide à la jeunesse et de clubs d'enfants au

En quête de revanche suite aux conflits au sein de la communauté.

Manque de champs à cultiver.

Certaines écoles restent sans subventions gouvernementales, certains enseignants restent non

Certains parents restent inconscients de la nécessité / de l'importance de l'éducation.

Manque d'occupation pour les jeunes, y compris le travail et la formation.

Ignorance des droits des enfants par des membres de la communauté.

Insécurité généralisée au sein de la communauté.

Déplacement massif de population, pillage du bétail, de biens et d'argent pendant la

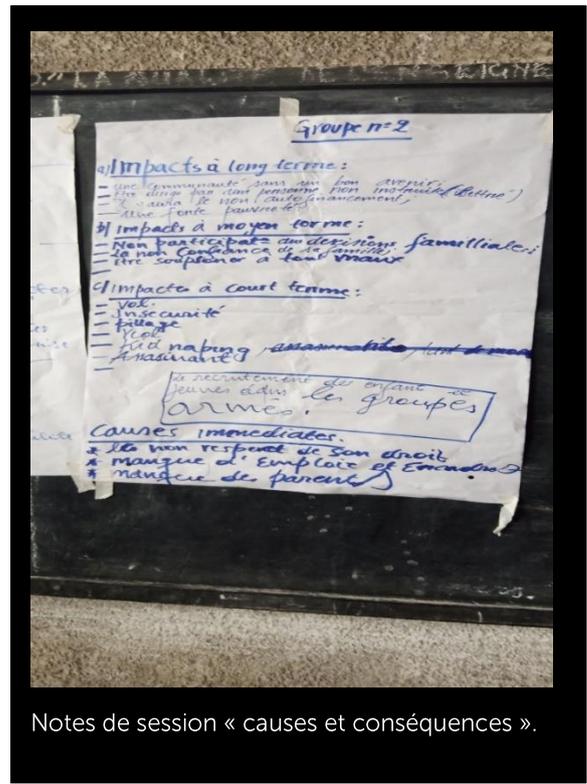
Conflits intrafamiliaux, conflits communal et communautaire.

La guerre et les conditions difficiles d'accès à l'éducation.

### Causes du problème



Un membre du groupe VoiceMore effectuant une présentation pendant une formation.



Notes de session « causes et conséquences ».

## RECHERCHE DU PROBLEME

Après avoir achevé leur formation de porte-parole et en matière de plaidoyer et décidé du problème qu'ils souhaitaient traiter, on a demandé aux participants s'ils étaient intéressés pour tenter d'en savoir plus sur le problème en effectuant une recherche au sein de leur communauté.

Le groupe a décidé que ce serait bénéfiques, car les informations spécifiques sur la situation dans cette zone étaient limitées, cela pouvait fournir des informations sur la conception du changement de la communauté, en plus de preuves appuyant son plaidoyer. Le groupe était soutenu par la formation à la recherche de VoiceMore ; une formation participative de trois jours pour aider à générer de la compréhension et des compétences. Les sessions incluent les principes de base de la recherche, les différences entre les données qualitatives et quantitatives, le choix d'une méthode de recherche, l'identification de répondants appropriés, le consentement éclairé, la confidentialité, la sécurité, l'évaluation des risques et enfin, l'analyse de données.

## **MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE UTILISÉE**

Après la formation à la recherche, les membres du groupe ont travaillé ensemble à la définition d'un plan de recherche pour leur projet. Ils voulaient utiliser les méthodes de collecte de données pouvant impliquer de nombreuses personnes différentes au sein de la communauté et pouvant donner l'opportunité d'écouter plus en profondeur les opinions, les sentiments et les espoirs de changement des gens.

C'est pourquoi, ils ont surtout opté pour des méthodes qualitatives, qui comprenaient des interviews d'informateurs clés (KII) et des groupes de discussions (FGD). Des interviews dont ils pensaient qu'elles offriraient une bonne opportunité de s'engager auprès de parties prenantes non susceptibles de participer aux groupes de réflexion (comme le personnel de sécurité), alors que les groupes de réflexion constitueraient une bonne manière de s'adresser à un grand nombre d'enfants, de jeunes et de familles.

Ensuite, le groupe a décidé de qui seraient les parties prenantes ciblées pour la recherche, en exploitant les précédents exercices de cartographie des parties prenantes réalisés lors de la formation en matière de plaidoyer. Le groupe a décidé qu'il voulait impliquer les enfants, les jeunes, les parents, les leaders communautaires, les représentants de la société civile, les représentants des autorités locales et quelques membres du personnel de sécurité.

Une fois les parties prenantes ciblées identifiées, le groupe a développé un ensemble de questions à poser dans le cadre d'interviews et de groupes de discussion. Les mêmes questions clés ont été posées à tous les répondants, mais en plus, avec des questions ajoutées ou adaptées à des groupes spécifiques, par exemple, pour la société civile et les représentants des autorités locales. Ils ont conçu des questions censées les aider à comprendre le niveau de connaissance du problème, quels étaient, selon les répondants, les causes et les impacts, qu'est-ce qui pouvait contribuer à atténuer le problème et qu'est-ce qui était déjà fait pour combattre le problème.

Avant de rassembler ses données, le groupe a tout d'abord effectué des sessions de pratique sur la manière d'approcher les gens, d'expliquer son activité et le bien fondé de celle-ci et la façon d'aider les répondants à se sentir rassurés et à l'aise. Aussi bien les groupes de discussions que les interviews d'informateurs clés ont été enregistrés sur un dictaphone, afin que le groupe puisse les réécouter plus tard, en phase d'analyse.

Les répondants enfants, jeunes et parents ont été sélectionnés de façon aléatoire dans la communauté, alors que les leaders et les représentants des autorités locales ont été approchés sur la base d'une liste prédéfinie. Les interviews, les groupes de discussions et les questionnaires ont eu lieu dans des églises et sur des lieux de travail, alors que les interviews des membres des services de sécurité se sont déroulées dans leurs bureaux et celles des leaders communautaires, à leur domicile. Les jeunes ont sélectionné ces options, comme ils pensaient qu'elles perturberaient le moins les activités régulières des gens, ce qui permettrait à davantage de participants de répondre. La collecte de données s'est déroulée sur une période intense de cinq jours.

Au total, les jeunes ont échangé avec 278 répondants, comme précisé ci-dessous.

En tout, 24 groupes de discussion se sont tenus au sein de la communauté :				
Répondants	Nombre de groupes de discussion	Tranche d'âge	Nombre total de participants	Répondantes
Parents	8	30-45	80	39
Enfants	8	12-17	85	40
Jeunes	8	18-30	80	40

En tout, 28 interviews d'informateurs clés se sont tenues au sein de la communauté :			
Répondants	Nombre d'interviews d'informateurs clés	Tranche d'âge	Répondantes
Leaders communautaires / représentants de la société civile	17	20-45	2
Représentants des autorités locales	7	20-43	Aucune
Agents de sécurité	4	24-40	Aucune

## SÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES

Préalablement à toute recherche dans le cadre de VoiceMore, les jeunes incitent à réfléchir aux facteurs de risque liés à l'activité de recherche, aussi bien pendant la collecte de données qu'après cette dernière. En raison de la nature sensible du sujet, le groupe a opéré une sélection, cette phase d'atténuation des risques était particulièrement importante pour ce projet.

Le groupe a été incité à explorer les dangers susceptibles d'être rencontrés lorsqu'on approche les gens dans le cadre d'activités ou lors des trajets vers des sites ou à partir de ces derniers. Ceci a été effectué par le biais de sessions de discussion et d'une évaluation des risques participative, dans laquelle le groupe a convenu collectivement des protocoles de sécurité et de la marche à suivre en cas d'incident. Les participants ont également pris part à des sessions de scénarios de jeux de rôles pour pratiquer leur approche des répondants et la manière de réagir s'ils sont confrontés à de l'hostilité, ainsi qu'à une session sur la gestion et la confidentialité des données, pour décider comment préserver la sécurité des fichiers enregistrés et des notes.

En plus de mettre en place ces mesures d'atténuation, le groupe a approché les autorités locales et les leaders de la communauté pour présenter son projet et expliquer les recherches qu'il souhaitait entreprendre, afin de s'assurer d'être soutenu et accepté.

## DÉFIS À RELEVER ET MESURES D'ATTÉNUATION

La plupart des membres de la communauté ont participé aux interviews avec bienveillance envers les jeunes, alors que d'autres étaient motivés par l'espoir de voir du changement dans la région en conséquence des recherches.

Cependant, il y a eu tout de même quelques défis anticipés et rencontrés pendant la phase de collecte de données pour lesquels, après réflexion, les jeunes ont conçu les mesures d'atténuation ci-dessous :

Défi	Mesure d'atténuation adoptée
Certains répondants ont demandé une participation financière aux coûts de transport, afin de pouvoir participer aux interviews.	C'était l'une des raisons pour lesquelles les jeunes se sont déplacés sur les lieux de travail des répondants ou à leurs domiciles, ce qui signifie que ces demandes n'étaient pas nécessaires.
Les membres de la communauté soupçonnaient pourquoi les jeunes voulaient poser ces questions et les suspectaient d'être associés aux agences de renseignement.	Pour contourner cette difficulté, les participants sont allés dans des petits groupes de trois ou quatre jeunes de genres différents, par sécurité. Ils ont également vérifié que chaque groupe comprenne une personne considérée comme un « fils ou une fille » de la région en question, car elle vit là-bas ou est associée aux villages.
Les membres de la communauté ont eu peur des jeunes porte-parole lorsqu'ils sont arrivés dans leur région, car ils n'avaient jamais / très rarement rencontré des personnes d'autres endroits essayant d'entreprendre un tel travail.	Le groupe a organisé des présentations de leur groupe et de l'activité prévue en arrivant dans un village. Ils ont également veillé à être munis d'un document de « reconnaissance » de la part des chefs locaux des localités. Avant de demander leur participation et leur consentement, le groupe a pris le temps d'expliquer soigneusement le projet et ce qu'il souhaitait réaliser avec celui-ci.
L'utilisation d'un dictaphone s'est avérée difficile pour certains groupes, qui se sont sentis méfiants et ont craint d'être enregistrés. Le personnel de sécurité en particulier ne voulait pas qu'ils utilisent ces appareils,	Dans la mesure du possible, les jeunes gens ont continué à utiliser les dictaphones mais ont expliqué que les informations étaient confidentielles. Dans le cas où les personnes n'étaient pas à l'aise, ils ont plutôt pris des notes de leurs réponses.
Certains membres de la communauté ont pensé que les jeunes étaient des « évaluateurs » venus identifier les personnes qui recevraient de l'aide humanitaire.	Au cours de la réunion d'information et des présentations, les jeunes ont expliqué que, bien qu'ils soient eux-mêmes soutenus par une organisation non gouvernementale

	(ONG), ils ne faisaient pas partie du personnel et étaient plutôt des volontaires locaux ayant leur propre projet de plaidoyer.
Les jeunes ont également été confrontés à des demandes d'argent pour répondre à des questions.	Pour éviter cela, les jeunes ont toujours commencé les activités en expliquant aux participants l'activité et son lien avec leur situation et celle de la communauté. Cela a aidé les participants à apprécier la « vue d'ensemble » du travail et ils n'ont plus fait de demandes financières.
Les distances entre les villages et le manque d'accessibilité ont constitué un défi majeur pour la collecte de données. Le groupe souhaitait couvrir une large zone, une section plus complète de la région, mais disposait d'un temps limité pour le faire.	Les participants ont décidé de se limiter aux villages les plus accessibles et les plus sûrs de leur communauté. Ces villages ont été cartographiés par le groupe. Ils ont décidé de travailler en petits groupes, de sorte qu'une personne puisse poser des questions, une autre puisse faire fonctionner le dictaphone ou prendre des notes, et une autre encore puisse garder le contrôle général et la surveillance de la salle et de ce qui se passait. Ceci a permis une collecte de données plus sûre et plus efficace.
Il est arrivé que certains répondants prévus soient absents au moment où leur présence était requise.	Pour permettre de contourner cette difficulté, les jeunes gens ont préparé les participants 48 heures avant la rencontre en les appelant et en leur rappelant l'activité à laquelle ils s'étaient engagés.
Manque de visibilité et conditions climatiques.	Afin d'assurer la visibilité et d'encourager la communauté à les voir comme un groupe travaillant ensemble, les jeunes ont fait imprimer des t-shirts avec le nom du projet à porter durant les activités. Ils ont également acheté des sacs à dos basiques pour protéger les outils de collecte de données des fortes pluies.

## **ANALYSE DES DONNÉES**

Après avoir terminé leur collecte de données, le groupe VoiceMore a d'abord réécouté tous les fichiers enregistrés et relu les notes recueillies. Il s'agissait de s'assurer que chaque membre du groupe avait la possibilité d'entendre ce que tous les répondants avaient dit (puisque'ils étaient en

petits groupes pendant la collecte des données). Le groupe a ensuite été encouragé à discuter et à identifier ce qu'il considérait comme les points les plus importants soulevés collectivement par les parties prenantes et à comparer les réponses entre les groupes.

Pour ce faire, les participants se sont divisés en petits groupes, ils ont discuté et noté les points forts des réponses des gens, puis ils ont partagé les résultats en séance plénière pour affiner et réduire le nombre de réponses. Les dossiers et les notes enregistrés ont également été transcrits par l'équipe du personnel, ils ont été traduits et une analyse supplémentaire a été effectuée par War Child en utilisant une approche inductive de la théorie ancrée, qui cherche à identifier les principaux domaines de préoccupation et de recommandation en dégagant des mots codes et des modèles dans le retour d'information. Cette analyse a été partagée avec les jeunes, pour qu'ils y réfléchissent davantage et la comparent aux conclusions qu'ils ont tirées dans leur propre analyse. Enfin, une série de projets de recommandations a été élaborée, puis partagée à nouveau avec le groupe, qui y a apporté des modifications avant de les consolider pour ce rapport.

## **LIMITES DE LA RECHERCHE**

La recherche a été menée dans une zone limitée du territoire de Masisi, ce qui signifie que les conclusions et les recommandations sont principalement destinées à se rapporter à cette zone directe. La recherche présente les perspectives et les opinions des enfants, des jeunes et des autres membres de la communauté au sens large. La recherche doit donc être considérée avant tout comme un objectif permettant de comprendre les sentiments et les idées de la communauté au sens large en ce qui concerne le recrutement et la prévention du recrutement.

Si certains enfants précédemment associés aux forces armées et aux groupes armés (ex-CAAFAG) et leurs parents ont participé à la recherche, leur nombre était limité en raison des difficultés d'identification et d'accès. Il est admis que la recherche aurait été renforcée si un plus grand nombre de personnes directement concernées avaient participé aux entretiens et aux groupes de discussion. La recherche présente donc une voix communautaire plus forte de manière générale, par opposition aux individus personnellement affectés.

Lors des sessions de réflexion post-activité, les jeunes ont reconnu que l'inclusion de questions plus spécifiques sur les expériences et les besoins des filles aurait renforcé la recherche. Quoiqu'un grand nombre de filles et de femmes de la communauté aient participé aux groupes de discussion et aux entretiens, très peu étaient également des ex-CAAFAG. Les jeunes chercheurs ont estimé qu'un soutien spécifique et adapté aux filles était essentiel, en raison de leurs expériences au sein des groupes et de la stigmatisation à laquelle elles ont été confrontées après leur départ. Pour cette raison, ils incluent une note dans la section des recommandations, mais ils comprennent qu'une recherche plus ciblée serait nécessaire pour mieux comprendre les expériences et les besoins des femmes ex-CAAFAG à Masisi spécifiquement.

La relation des populations locales avec l'aide internationale et le rôle des organisations non gouvernementales internationales et nationales (ONGI) dans la région a constitué une autre limite de la recherche et un facteur d'influence potentiel dans la collecte des données. Des décennies de conflit ont érodé la société civile, les réseaux et les structures basés sur les communautés locales, perpétuant une dépendance à l'égard de l'aide internationale via les ONG / ONGI. Bien que les jeunes gens se soient présentés comme un groupe indépendant d'activistes de la jeunesse et que l'activité ait été uniquement liée à la recherche, les répondants locaux ont peut-être modifié leurs réponses sur les « solutions » possibles en espérant que des ressources et des services soient disponibles via le projet. Cela peut avoir créé des biais dans les réponses à certaines questions.

## RESULTATS DE LA RECHERCHE

### FACTEURS CONTRIBUANT AU RECRUTEMENT DANS LA RÉGION DE MASISI

- **Opportunités d'emploi et modes de subsistance:** Les répondants ont identifié le manque d'emplois, de formations et d'activités génératrices de revenus comme l'un des principaux facteurs qui poussent les enfants et les jeunes à rejoindre les groupes armés dans leur région. Tous et toutes ont estimé que l'augmentation des possibilités d'apprentissage d'une compétence professionnelle ou d'un métier et la possibilité de gagner un petit revenu, auraient un impact significatif sur la réduction du recrutement et l'amélioration des efforts de réintégration.
- **Pauvreté:** liée à l'absence de revenus, la pauvreté et l'impossibilité de satisfaire les besoins fondamentaux tels que la nourriture, a été citée à plusieurs reprises comme une raison majeure de l'adhésion des enfants et des jeunes. Les enfants et les jeunes interrogés ont accordé une grande importance à cet aspect et les parents ont convenu que le fait de ne pas pouvoir subvenir aux besoins de la famille pouvait pousser les enfants à partir. Le fait que les besoins de base soient satisfaits à la maison réduirait, selon eux, le nombre de jeunes qui s'inscrivent.

*« À un moment, mes parents m'ont donné des terres mais d'autres sont venus et me les ont prises, alors j'ai rejoint un groupe armé ...»*

Enfant, groupe de discussion
- **Accès à l'éducation:** L'éducation a été citée à plusieurs reprises par tous les groupes comme une solution pour empêcher le recrutement. La réponse est légèrement plus populaire pour les enfants que pour les jeunes, certains exprimant qu'à moins que des formes alternatives d'éducation ne soient disponibles pour les jeunes, elle est mieux adaptée aux plus jeunes. Dans l'ensemble, cependant, cette solution était moins populaire que les modes de subsistance et la formation professionnelle.
- **Vengeance:** La question de l'adhésion en tant que moyen de se venger a été soulevée de manière minimale par les répondants. Cela n'a pas été considéré comme un facteur

important dans la décision d'adhérer. Lorsqu'elle a été mentionnée, c'était en réaction au vol de terres.

- **Accès à la terre:** Les problèmes d'accès à la terre et d'accaparement des terres ont été soulignés par toutes les personnes interrogées comme un facteur contribuant de manière significative à l'adhésion des enfants et des jeunes. Avoir accès à des terres à cultiver procure un revenu et une stabilité. Le fait de perdre des terres et de ne pas avoir les moyens de rectifier ou de les récupérer pousse le recrutement des enfants.

*« Nous, les jeunes, restons inactifs car nous n'avons pas de travail. Nous ne pouvons même pas aller à la ferme car nous n'avons pas de champs, ils nous les ont déjà pris. »*

Jeune, groupe de discussion

## IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- **Peur:** De nombreux répondants ont parlé de la peur ressentie par les jeunes et la communauté. Pour la communauté, cela concernait les pillages, les vols, les agressions sexuelles et autres maltraitances commises par les membres des groupes armés dans les villages. Les enfants associés qui tentent de partir ou qui partent effectivement, sont confrontés à une peur importante de représailles de la part des membres des groupes. Enfin, les communautés ont ressenti de la peur par rapport aux enfants et aux jeunes qui sont revenus, car elles avaient peur de leurs comportements et de ce qu'ils étaient « devenus » après avoir vécu dans la brousse.

*« Vivre avec eux présente tellement de problèmes parce que nous avons perdu tout espoir en eux. Si vous souhaitez emprunter quelque chose, ils ne vous le donneront pas parce qu'ils ont peur de vous. Si quelqu'un meurt dans les environs, ils vont accuser celui qui a quitté le groupe armé et personne d'autre. »*

*« Si vous avez déjà déçu votre famille et qu'à nouveau vous n'écoutez pas les conseils de vos parents et d'autres personnes, cela conduit de nombreuses personnes à suivre ce chemin. »*

Jeune, groupe de discussion

- **Acceptation de la communauté :** Les répondants ont attiré l'attention sur la nécessité de l'acceptation par la communauté de ceux qui quittent les groupes armés. La peur, la suspicion et le manque de confiance des membres de la communauté ont été reconnus comme un obstacle à cela. Si l'on constate qu'un jeune part volontairement et qu'il a changé ses habitudes et son comportement, c'est un élément qui favorise l'acceptation par la communauté. Il a également été jugé nécessaire d'avoir quelque chose pour les garder occupés (comme une formation ou un travail).

## PERCEPTIONS DE LA FAMILLE

- **Les relations familiales** : L'importance des relations entre les enfants et leur famille a été soulevée à maintes reprises par les enfants, les jeunes et les parents répondants. Le foyer était considéré comme un lieu où l'on pouvait trouver du réconfort, tant matériel que sous la forme de bons conseils de la part des parents. Les parents ont insisté sur la nécessité de conseiller les enfants et s'efforcent activement de le faire, même s'ils estiment que ces conseils ne sont pas toujours écoutés. Les orphelins ont été mentionnés comme étant plus vulnérables au recrutement. Bien que le rôle de la famille ait été cité comme un facteur important pour arrêter le recrutement, il est intéressant de noter qu'il n'a pas été suggéré comme un domaine à résoudre. La formation, l'éducation et les emplois ont été des réponses beaucoup plus populaires que la notion d'essayer de soutenir les familles. Toutefois, cela peut s'expliquer par le fait que cela a été ressenti comme le principal moyen pour les familles d'obtenir plus de soutien. Davantage de recherches sont nécessaires pour comprendre ce lien.

*« Nous sommes toujours inquiets pour nos enfants et nous ne pouvons dormir que si nous sommes ensemble, mais nous ne pouvons pas dormir s'il est absent, car nous commençons à penser qu'il est en train de mourir, d'être estropié ou d'avoir d'autres problèmes pendant son séjour. »*

## ACTIVITÉ PRÉEXISTANTE DANS LA RÉGION EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT ET DE RÉINSERTION

- **Campagne d'information et de sensibilisation** : Les activités de sensibilisation menées par les ONG et les organisations internationales non gouvernementales (ONGI) ont été le principal moyen par lequel les populations locales ont eu le sentiment que le problème était traité. La plupart ont estimé que c'était nécessaire, bien que certains aient remis en question son efficacité. Dans les réponses, les enfants, les jeunes et les parents n'ont pratiquement pas mentionné le DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) formel, ce qui pourrait indiquer qu'ils ne sont pas sûrs de ce qu'est le soutien de l'État local ou qu'il n'est pas largement compris, reconnu ou accessible.
- **Acteurs responsables** : Lorsqu'on leur a demandé qui travaillait sur la question ou qui devrait s'en occuper, les réponses les plus populaires ont été les ONG et l'État. Les leaders communautaires et locaux ont été très peu mentionnés. Les ONG / ONGI ont été perçues comme les principaux acteurs pouvant apporter aide et soutien. Cela pourrait refléter la « dépendance à l'aide » qui affecte une région confrontée à une crise aussi prolongée. On a reconnu que l'État endossait la responsabilité principale, mais sa volonté et sa capacité à être efficace ont été remises en question.

## AUTRES OBSERVATIONS ET RÉSULTATS NOTABLES

- **Genre** : La plupart des réponses étaient axées sur les pronoms « masculins », et il n'y avait aucune mention des filles, à la fois des raisons pour lesquelles elles s'y sont jointes ou de la façon dont leurs expériences de départ pourraient différer de celles des hommes. Le groupe n'a posé aucune question précise sur le genre, ce qui pourrait expliquer pourquoi cette question n'a pas été abordée, mais le fait qu'elle n'ait pas été soulevée par les répondants

pourrait refléter la façon dont la communauté locale ne tient pas compte de leurs besoins particuliers et être potentiellement un indicateur du niveau de stigmatisation auquel ils sont confrontés.

- **Activités récréatives** : Il y avait peu de mention d'activités récréatives dans la recherche. Les sports et les clubs pour enfants ont été suggérés par une minorité comme moyens d'empêcher les jeunes de s'enrôler ou de les occuper, mais ils ont été considérablement éclipsés par l'accent mis sur les activités de modes de subsistance et l'accès à l'éducation.
- **Santé mentale et soutien psychosocial** : De la même façon que pour les activités récréatives, les répondants ont très peu mentionné les besoins en matière de santé mentale et de psychologie. Aucune question spécifique à ce sujet n'a cependant été posée. Il se peut que l'on ne soit tout simplement pas conscient que de tels services / activités pourraient exister dans le cadre de la prévention et de la réintégration. De même, il se peut que les répondants estiment que ces besoins seraient satisfaits et améliorés par d'autres formes de soutien, par exemple en ayant la possibilité de générer un revenu en toute sécurité. Davantage de recherches sont nécessaires pour comprendre les attitudes et les intérêts locaux dans ce domaine.
- **Recrutement forcé ou volontaire** : Le recrutement forcé n'a été mentionné que par les responsables de la sécurité. Les enfants, les jeunes, les parents et les répondants de la société civile n'ont pas soulevé cette question comme une façon dont les jeunes se retrouvent dans des groupes. Ils ont toutefois insisté sur le fait que, même si les jeunes pouvaient « s'enrôler », c'était surtout parce qu'ils n'avaient pas d'autres options viables et qu'ils étaient désespérés, et, en ce sens, ce n'était donc pas vraiment « volontaire ».
- **Droits** : Les droits des enfants ont fait l'objet d'une attention particulière dans les réponses, ce qui indique l'existence d'une compréhension locale de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. La forte implication des ONG dans la région et les campagnes de sensibilisation aux droits qu'elles mènent peuvent y contribuer. Cependant, un message commun dans les données était que les droits n'étaient pas respectés et qu'il fallait faire plus pour les garantir.
- **Aucune référence à l'idéologie** : Aucun des répondants n'a mentionné l'idéologie, les croyances idéologiques ou toute forme de croyance religieuse ou spirituelle comme étant une raison de s'engager. Les enfants et les jeunes ont convenu que les jeunes ne ressentent aucune fierté à faire partie de groupes armés. Il n'y a eu aucune mention de recherche de statut et de pouvoir par les jeunes qui s'enrôlent.

*« Le problème, c'est qu'ils partent sans avertir personne et nous ne pouvons pas savoir ce qu'il y a dans leur cœur, ils partent pour la nature et la prochaine chose que vous entendez, c'est que quelqu'un est déjà mort, nous continuons de leur dire que rejoindre la nature est mauvais et qu'il n'y a pas de vie là. »*

Enfant, groupe de discussion

## RÉSUMÉ DES PRINCIPALES SOLUTIONS SUGGÉRÉES PAR LES RÉPONDANTS

- Davantage de formation professionnelle et de soutien aux modes de subsistance, y compris dans l'agriculture.
- Soutien pour accéder à l'éducation et pour rester à l'école.
- Plus de sensibilisation et d'information sur la question, pour les enfants, les jeunes et les communautés.
- Une plus grande intervention de l'État, pour stopper les groupes armés et leurs activités.
- Plus de soutien des ONG dans les activités de prévention et de réinsertion.
- Tenir compte des expériences et des besoins spécifiques des filles qui rejoignent et quittent les groupes.

*« La personne pour l'aider dans ses débuts tels que le tissage, l'élevage, la couture de sorte que les idées s'estompent car il a un métier. »*

Jeune, groupe de discussion

*« Nous demandons que lorsque le gouvernement ramènera ces enfants, il leur apporte de l'artisanat pour qu'ils n'aient plus l'idée de retourner dans la nature. »*

Représentant de la société civile, groupe de discussion

*« Tout ce que je peux dire, c'est que je vous demande d'aider nos enfants à lire, à nourrir, à coudre, à cuisiner, et si vous êtes agriculteur, vous devriez recevoir des semences. »*

Parent, groupe de discussion

## REPERCUSSIONS POSSIBLES SUR LA PROGRAMME

- **L'accent est mis sur la formation professionnelle et le soutien aux modes de subsistance:** La formation professionnelle et la fourniture de modes de subsistance sont de loin la recommandation et la solution la plus populaire auprès des enfants, des jeunes, des parents et de la société civile dans le cadre de cette recherche. Cela a été considéré comme le facteur clé de la prévention et d'une réintégration réussie. Il faut davantage de programmation dans le domaine, qui doit cibler les enfants et les jeunes, tant ceux qui sont à risque que ceux qui sont partis. Le manque de rôle de l'idéologie dans le recrutement suggère également qu'une fois ces besoins fondamentaux satisfaits, la possibilité de réduire considérablement le recrutement dans la région pourrait être encourageante.
- **Campagne de sensibilisation et d'information:** Bien que la sensibilisation ait été un point significatif soulevé par les répondants, il serait utile d'analyser plus en profondeur ce que les expériences locales sur ce sujet ont donné et ce qui pourrait être le plus efficace. Les parties prenantes cibles, telles que les enfants, semblent en savoir moins (et quelles autres ressources étaient disponibles) que les représentants de la société civile par exemple. Des questionnements quant à l'efficacité ont été soulevés, ce qui, étant donné que les principaux facteurs sont la pauvreté et la satisfaction des besoins primaires, pourraient démontrer que

des communications seules ne seront jamais suffisantes pour apporter un réel changement à ce problème. L'objectif et le contenu des communications pourraient également être revus et ajustés de manière constructive en se basant sur ce que les enfants et les jeunes concernés ressentiraient comme étant le plus parlant.

- **Accès aux terres:** L'accès à la terre et l'accaparement des terres ont été signalés à plusieurs reprises comme un facteur sous-jacent contribuant au recrutement et aux conflits communautaires, alimentant la survie des groupes armés et créant la pauvreté qui pousse les jeunes à rejoindre des groupes. Il serait utile de se pencher sur la façon dont le plaidoyer entourant le recrutement dans le contexte de la RDC soulève et aborde cette question, même si ce dont nous avons grandement besoin, c'est d'apprécier les changements dans les lois et l'application de la loi. La recherche de moyens permettant aux familles d'accéder en toute sécurité à des terres agricoles pour la production alimentaire pourrait également apporter des avantages dans le cadre d'efforts de réinsertion communautaire plus larges.

## RECRUTEMENT DES ENFANTS A L'ECHELLE MONDIALE

À l'échelle mondiale, le recrutement et l'utilisation d'enfants dans des groupes armés restent une violation importante des droits des enfants et sont reconnus comme l'une des pires formes de travail des enfants en plus d'être un crime de guerre<sup>4</sup>. Dans les forces armées et les groupes armés, les enfants sont exposés à la violence, en tant qu'auteurs, victimes ou témoins.

Bien que des tentatives d'estimation des chiffres aient été tentées par le passé, il est extrêmement difficile de déterminer des chiffres exacts pour les enfants qui font partie de groupes armés<sup>5</sup>, étant donné la nature du problème et l'évolution rapide des conflits dans de nombreux pays et régions. On sait toutefois que le recrutement continue d'être un problème dans les pays actuellement en conflit, comme la Syrie, l'Irak, le Yémen, l'Afghanistan, le Mali, la Somalie, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, entre autres et on pense que les chiffres sont de l'ordre de dizaines de milliers<sup>6</sup>.

Le recrutement et l'utilisation diffèrent selon les pays et les contextes, selon le type de conflit, la force ou les groupes actifs, la situation sociale, politique, économique et culturelle ainsi que d'autres facteurs. Certains groupes armés recrutent de force des enfants de populations locales ou utilisent des méthodes très coercitives pour les faire adhérer. Les jeunes, y compris les enfants, choisissent toutefois de rejoindre eux-mêmes des groupes<sup>7</sup>. Bien que cela démontre une attitude

---

<sup>4</sup>OIT, *Travail des enfants et conflits armés* : <https://www.ilo.org/ipec/areas/Armedconflict/lang--en/index.htm>

<sup>5</sup> War Child UK, *Rethink Child Soldiers*, [https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/War\\_Child%20UK\\_Rethink\\_Child\\_Soldiers\\_Report\\_Final.pdf](https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/War_Child%20UK_Rethink_Child_Soldiers_Report_Final.pdf)

<sup>6</sup> Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés : <https://childrenandarmedconflict.un.org/six-grave-violations/child-soldiers/>

<sup>7</sup> Boyden, J and de Berry, J, *Children and Youth on the Front Line : Ethnography, Armed Conflict and Displacement* (Berghahn Books, New York, 2007)

personnelle, il faut reconnaître que ce choix est souvent le résultat d'un manque d'autres options ou d'un ensemble de besoins convergents, souvent combiné à une sous-évaluation des conséquences à long terme.

Les raisons pour lesquelles des enfants se retrouvent impliqués dans des forces armées ou dans des groupes armés sont complexes, multiples et propres à chaque individu, en fonction de sa situation personnelle, de son sentiment d'identité et de ses motivations<sup>8,9</sup>. La raison la plus simple de s'enrôler est la présence de conflit et de groupes armés. Grandir dans un lieu où des groupes armés opèrent est l'un des facteurs de risque les plus importants<sup>10</sup>. Parmi les autres facteurs, on peut citer des efforts pour répondre à des besoins essentiels tels que la nourriture, pour des profits économiques tels que l'accès à certaines ressources, pour se protéger (lorsque s'enrôler dans un groupe signifie accroître les possibilités de défendre sa famille ou de subvenir à ses besoins et à ceux des autres), pour se venger, pour obtenir un statut ou du pouvoir, pour des raisons idéologiques ou autres<sup>11</sup>.

Les enfants exercent une grande variété d'activités qui peuvent inclure la lutte armée ou le combat mais qui le plus souvent comprennent d'autres activités de soutien tels qu'espionner, rendre des services, assurer une présence aux postes de contrôle ou porter du matériel. Les filles sont employées le plus souvent dans des tâches domestiques telles que la cuisine ou le nettoyage, ainsi que pour accorder des faveurs sexuelles dans le cadre de « mariages » ; cependant, dans certaines situations, elles sont aussi amenées à combattre. Une fois engagé dans un groupe ou associé à un groupe, le vécu de l'enfant peut varier en fonction d'un certain nombre de facteurs. Les activités exécutées par l'enfant peuvent changer avec le temps, alors que l'enfant grandit, ou en fonction du temps que l'enfant passe au sein du groupe. L'association avec des groupes armés est également possible alors que l'enfant vit toujours dans son foyer ou dans une communauté locale ; un enfant peut par exemple rendre des services ou agir en tant qu'informateur qui fournit des renseignements sur demande. Certains groupes s'attendent à un engagement à vie de la part de ceux qui les rejoignent, alors que d'autres permettent un engagement plus flexible, qui peut

### Définition

Le terme « enfant soldat » est souvent utilisé pour parler des enfants engagés dans des groupes armés. Le terme plus juste et plus correct est « enfants associés aux forces armées ou à des groupes armés » dont l'acronyme anglais est « CAAFAG ». Cela vient du fait que ce terme englobe les rôles multiples que les enfants peuvent jouer au sein des groupes armés (et pas seulement celui de « combattant »). La définition selon les Principes de Paris est présentée ci-dessous.

*« Un enfant associé à une force ou à un groupe armé est une personne de moins de 18 ans qui est ou qui a été recrutée ou utilisée par une force ou un groupe armé à un titre quelconque, ce qui comprend sans s'y limiter les enfants, garçons et filles, utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Cela ne se limite pas aux enfants qui sont ou qui ont été impliqués dans des hostilités. »*

<sup>8</sup> United Nations University, *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict* (United Nations, 2018)

<sup>9</sup> Brett, R and Specht, I, *Young Soldiers : Why they Choose to Fight* (Rienner, ILO, 2004)

<sup>10</sup> (Idlib).

<sup>11</sup> United Nations University, *Cradled by Conflict : Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict*, (United Nations, 2018)

voir l'enfant s'engager, s'en aller puis se réengager plusieurs fois, selon sa propre situation et le niveau de soutien qu'il reçoit à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

Quel que soit le contexte, un engagement dans un groupe armé entraînera pour la plupart des enfants une réduction significative de leurs chances de survie et des impacts négatifs sur leur bien-être. Les enfants recrutés et utilisés par des groupes armés endurent souvent des souffrances physiques et des maltraitances graves, qui peuvent entraîner des blessures, des handicaps et des problèmes de santé permanents. Les épreuves endurées au sein de groupes armés ou lors d'une association avec un groupes armé peuvent impacter de façon dramatique le bien-être psychologique, entraînant parfois des dépressions et des maladies chroniques de santé mentale. De nombreux jeunes développent une dépendance à la drogue ou à l'alcool afin de mieux supporter les pressions et les conditions au sein des groupes armés. L'exploitation sexuelle et la maltraitance, quoique plus fréquents chez les filles, affectent parfois aussi les garçons. Les difficultés et les problèmes rencontrés lors d'une association avec un groupe armé ne sont pas résolus rapidement ou facilement lorsque l'enfant quitte le groupe armé. Souvent, les enfants qui ont été associés à un groupe armé sont fortement stigmatisés dans leur communauté locale, ce qui rend plus difficiles les efforts pour les réintégrer dans leur ancien foyer. L'exclusion sociale des filles peut être encore plus marquée, car elles reviennent parfois d'une association avec un groupe armé accompagnées d'un enfant, auquel cas elles sont considérées comme des prostituées, ce qui dévalue singulièrement leur statut social. Après avoir quitté un groupe armé, de nombreux enfants sont criminalisés et peuvent être placés en détention par les autorités, ce qui constitue une violation supplémentaire de leurs droits.

Par conséquent, il n'existe pas de « parcours » standard qui fait que les enfants se retrouvent associés à des groupes armés ; leurs raisons de s'engager sont très complexes et multiples, et leur rôle et leur vécu au sein des groupes peut varier énormément. Il est essentiel de comprendre cela pour concevoir des programmes efficaces de prévention et de réintégration ; pour bien fonctionner, ces programmes doivent mobiliser les jeunes qui sont concernés, établir des partenariats avec les communautés, faire en sorte de s'appuyer sur des connaissances et des compétences locales, être basés sur des preuves et investir dans une infrastructure générale<sup>12</sup>. Le recrutement d'enfants dans des groupes armés doit être considéré comme davantage qu'une violation des droits de l'enfant et des droits humains ; c'est un phénomène qui gangrène les sociétés et menace la stabilité régionale, ce qui en fait une priorité absolue dans la consolidation de la paix<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> War Child UK, *Rethink Child Soldiers* [https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/War\\_Child%20UK\\_Rethink\\_Child\\_Soldiers\\_Report\\_Final.pdf](https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/link-files/War_Child%20UK_Rethink_Child_Soldiers_Report_Final.pdf)

<sup>13</sup> Wessells, M, *Child Soldiers : From Violence to Protection* (Harvard University Press, London, 2006)

## LEGISLATION INTERNATIONALE

Il existe un grand nombre de traités et de textes internationaux ayant pour but d'empêcher l'utilisation des enfants dans des forces armées et avec des acteurs non gouvernementaux. Ces textes comprennent aussi des directives sur la façon de mobiliser et de soutenir les enfants qui quittent des groupes armés.

### **2007: Les principes et engagements de Paris**

Le but des engagements de Paris<sup>14</sup> est de lutter contre le recrutement illégal ou l'utilisation illégale des enfants par des forces armées ou des groupes armés. L'objectif de l'engagement est d'empêcher le recrutement, d'assurer la libération des enfants qui sont déjà intégrés dans des groupes, de soutenir leur réinsertion sociale et de leur offrir une protection. « Les principes de Paris » font référence aux directives que les pays doivent suivre s'ils souscrivent à ces engagements ; ces directives énoncent des normes et des attentes. Les Nations Unies ont formellement adopté ces principes et directives pour les états membres en 2007, ce qui a marqué un tournant important dans les efforts pour mettre fin au recrutement.

### **2000: Le protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans des conflits armés**

Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC)<sup>15</sup> est un « protocole facultatif » renforçant la convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (CIDE). C'est un engagement supplémentaire auquel les pays qui ont déjà ratifié la CIDE peuvent souscrire. Il a constitué une étape importante dans les efforts pour mettre fin au recrutement des enfants, parce qu'il détaille de façon spécifique une loi séparée concernant le recrutement. Le traité demande aux états 1) d'interdire l'enrôlement des enfants de moins de 18 ans dans l'armée ; 2) de garantir que les recrues militaires n'ont pas moins de 16 ans ; 3) d'empêcher que les recrues de 16 et 17 ans ne prennent part aux combats. Ce traité interdit aussi aux groupes armés non gouvernementaux de recruter des personnes de moins de 18 ans à quelque fin que ce soit.

### **1999: Convention n°182 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination**

La convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination<sup>16</sup> est entrée en vigueur en novembre 2000. Elle définit le recrutement forcé ou obligatoire des enfants afin de les utiliser dans des conflits armés comme une des pires formes de travail des enfants. Elle oblige tous les

---

<sup>14</sup> Les principes de Paris : <https://www.unicef.org/mali/media/1561/file/ParisPrinciples.pdf>

<sup>15</sup> Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés : <https://childrenandarmedconflict.un.org/tools-for-action/opac/>

<sup>16</sup> Organisation Internationale du Travail : <https://www.ilo.org/ipec/areas/Armedconflict/lang--en/index.htm>

pays signataires à « prendre des mesures immédiates et efficaces pour garantir l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants dans les plus brefs délais ».

### **1998: Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale**

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>17</sup> (souvent appelé le Statut de la Cour pénale internationale ou le Statut de Rome) est le traité qui établit la Cour pénale internationale (CPI). Il a été adopté lors d'une conférence diplomatique à Rome, en Italie, en juin 1998 et il est entré en vigueur en juillet 2002. Le Statut de Rome a défini comme crime de guerre le fait de recruter ou d'enrôler des enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement à des hostilités ; ces crimes peuvent mener à des poursuites visant les personnes.

### **1990: Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant**

Après le développement et la ratification de la CIDE, l'Union africaine a créé sa propre charte des droits et du bien-être de l'enfant<sup>18</sup>, développée en 1990 et entrée en vigueur en 1999. Son principal objectif était d'adapter les droits énoncés dans la CIDE afin d'aborder les problèmes présumés auxquels les enfants africains étaient spécifiquement confrontés, et d'encourager une plus large application des domaines de la Convention. En conséquence, le contenu de la charte africaine est essentiellement similaire à celui de la CIDE, à l'exception de quelques différences clés. L'une d'entre elles concerne l'âge du recrutement, qui ne peut pas être moins de 18 ans (article 22), alors qu'il est de 15 ans dans la CIDE (seule une ratification volontaire du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés fixe cet âge à 18 ans).

### **1989: Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant**

La Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (CIDE)<sup>19</sup> est la déclaration la plus complète jamais rédigée au sujet des droits des enfants, et elle constitue le traité international sur les droits humains le plus largement ratifié dans l'histoire. La Convention comprend 54 articles qui décrivent tous les aspects de la vie d'un enfant, et établissent les droits universels de tous les enfants dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel. Elle explique aussi comment les adultes et les gouvernements se doivent de travailler ensemble afin que tous les enfants puissent bénéficier de tous leurs droits. L'article 38 (guerre et conflits armés) prévoit que les gouvernements interdisent aux enfants de moins de 15 ans de participer à une guerre ou de s'engager dans des forces armées. Les gouvernements ont l'obligation de tout faire pour protéger et prendre soin des enfants affectés par la guerre et les conflits armés.

### **1949: Les Conventions de Genève**

Les Conventions de Genève et leurs Protocoles Additionnels<sup>20</sup> sont un pilier du Droit Humanitaire International (des règles qui déterminent la conduite d'un conflit armé et qui cherchent à en limiter les effets). Plusieurs protocoles en lien avec le recrutement ont été ajoutés après l'entrée en vigueur des Conventions de Genève en 1950. Le Protocole Additionnel I de 1977 (article 8) et

---

<sup>17</sup> Cour pénale internationale : <https://www.icc-cpi.int/resource-library/documents/rs-eng.pdf>

<sup>18</sup> Union africaine (1979) Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant  
[https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/afr\\_charter\\_rights\\_welfare\\_child\\_africa\\_1990.pdf](https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/afr_charter_rights_welfare_child_africa_1990.pdf)

<sup>19</sup> UNICEF: <https://www.unicef.org.uk/what-we-do/un-convention-child-rights/>

<sup>20</sup> Comité International de la Croix-Rouge : <https://www.icrc.org/en/war-and-law/treaties-customary-law/geneva-conventions>

le Protocole Additionnel II (article 9) interdisent tous deux le recrutement et l'utilisation d'enfants âgés de moins de 15 ans. Chaque protocole met l'accent sur le droit spécifique des enfants aux soins, au respect et à la protection. Ils font du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats âgés de moins de 15 ans dans les conflits armés des crimes de guerre, selon le droit humanitaire international.

Il convient de noter que, bien que ces traités, protocoles et directions internationaux importants existent, d'immenses défis subsistent pour amener les états signataires à prendre leurs responsabilités et pour atteindre ces normes. Ils sont un élément essentiel du cadre qui rend possible l'arrêt du recrutement et de l'utilisation, mais les réglementations et pratiques locales au sein des communautés jouent un rôle majeur dans la cessation du recrutement et dans l'encadrement des efforts de réinsertion.

## **LE RECRUTEMENT ET L'UTILISATION D'ENFANTS EN RDC**

**Pendant les dernières décennies, des progrès satisfaisants ont été faits dans la prévention et la réduction du recrutement en RDC. Malheureusement, malgré ces efforts, le recrutement reste un enjeu considérable dans tout le pays, et en particulier dans des régions comme le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.**

Le pays a ratifié et signé en 1990 la Convention relative aux Droits de l'Enfant de l'ONU et en 2001 le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Il a signé le statut de Rome en 2000, est devenu un signataire de la convention 182 de l'OIT en 2002, et a accepté les Principes et Engagements de Paris en 2007. Plus récemment, en décembre 2020, la RDC a ratifié la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant.

Le pays s'est engagé par conséquent à respecter les principales conventions et législations internationales se rapportant au recrutement. Il a aussi agi au niveau national. En 2012, la RDC a signé un plan d'action pour mettre fin et empêcher l'utilisation d'enfants dans les forces armées et de sécurité congolaises. En 2017, cela a conduit le pays à être retiré de la liste des Nations Unies des parties au conflit armé recrutant des enfants.

Bien que cela marque un progrès significatif pour le pays, malheureusement le recrutement continue d'être un problème majeur. Ceci est dû à la présence d'un grand nombre d'acteurs non-étatiques armés qui continuent à recruter et à utiliser les enfants. Dans le rapport de 2021 du Conseil de Sécurité de l'Assemblée Générale sur les Enfants en Conflits Armés, l'ONU a confirmé 3 470 violations graves<sup>21</sup> contre 1 294 enfants (2 113 garçons et 799 filles) en RDC, en plus de 1 786 violations graves supplémentaires contre 1 294 enfants (786 garçons et 507 filles) ayant eu lieu les années précédentes<sup>22</sup>. À partir de cela, on a pu confirmer le recrutement et l'utilisation de 788 enfants (687 garçons, 101 filles), en plus de 1 313 enfants (1 135 garçons, 178 filles) recrutés les

<sup>21</sup> UN Children and Armed Conflict: <https://childrenandarmedconflict.un.org/six-grave-violations/>

<sup>22</sup> UNSC Children and Armed Conflict Report from the Secretary General: [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2021/437&Lang=E&Area=UNDOC](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2021/437&Lang=E&Area=UNDOC), 2021, page 8.

années précédentes et utilisés, jusqu'à leur séparation en 2020, par 36 groupes armés<sup>23</sup>. Ces chiffres représentent uniquement les cas ayant pu être vérifiés et n'incluent pas les jeunes encore en service ou qui pourraient avoir quitté les groupes par eux-mêmes sans avoir été suivi par un organisme officiel. Ces chiffres peuvent ainsi être considérés comme étant plus bas que le véritable nombre de personnes affectées.

Mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants en RDC repose indubitablement sur la possibilité de faire cesser les hostilités et d'éliminer la présence et les activités des groupes armés. Cependant, la toile de fond du conflit dans le pays, complexe et axée sur les ressources, en fait une tâche extrêmement difficile. C'est également dans ce contexte d'hostilités continues et de violences répétées que la démobilisation et la réinsertion doivent avoir lieu, ce qui constitue des défis considérables pour le gouvernement, la sécurité, la société civile et les ONG/ ONGI qui entreprennent de soutenir les enfants, en plus d'une population civile qui a traversé des années de pillage, d'exploitation et de violence de la part de groupes armés, laissant les populations désespérées et en difficultés pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Cependant bien plus pourrait être fait pour à la fois réduire le nombre d'enfants recrutés et pour les aider à se rétablir lorsqu'ils quittent les groupes. Le programme de réinsertion manque désespérément de fonds au niveau international et les interventions programmatiques sont sous-documentées<sup>24</sup>. Les cycles de financement sont presque toujours sur le court-terme, ne durant parfois que six mois, ce qui ne permet pas aux organisations de travailler sérieusement avec les enfants ou de parvenir à des réalisations durables. Historiquement, la programmation a aussi échoué à impliquer les populations affectées, y compris les enfants et les jeunes eux-mêmes, manquant des occasions vitales d'étudier et d'améliorer le soutien à la réinsertion<sup>25</sup>. Si au niveau mondial, résoudre des crises et conflits géo-politiques de longue durée est un défi de taille et à long terme, des changements immédiats dans les financements et les approches programmatiques dans le domaine du travail de réinsertion pourraient changer très rapidement les perspectives et trajectoires de vie de milliers d'enfants.

---

<sup>23</sup> Idlib.

<sup>24</sup> War Child UK, *Rethink Child Soldiers*:

[https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/linkfiles/War\\_Child%20UK\\_Rethink\\_Child\\_Soldiers\\_Report\\_Final.pdf](https://www.warchild.org.uk/sites/default/files/linkfiles/War_Child%20UK_Rethink_Child_Soldiers_Report_Final.pdf)

<sup>25</sup> United Nations University, *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict* (United Nations, 2018)



Crédit photo : Arete

## RECOMMANDATIONS DE VOICEMORE

En se fondant sur ses résultats de recherche et ses discussions, le groupe VoiceMore a développé les recommandations suivantes afin d'aider à empêcher le recrutement d'enfants et de jeunes par les groupes armés dans leur région et pour améliorer la réinsertion de ceux qui en partent:

- **Développement et approvisionnement de « Centres de Transit et d'Orientation » communautaires** : Ces centres doivent être gérés par des organisations locales qui sont supportées par des ONG internationales.<sup>26</sup> De tels centres aideraient les jeunes qui quittent les groupes armés à un moment critique - dès leur départ. Ils seraient des « guichets uniques » qui aideraient à accueillir les jeunes, donneraient un conseil immédiat et un soutien essentiel (tel qu'obtenir les documents nécessaires prouvant qu'ils ont quitté le groupe et retrouver leur famille), offriraient des opportunités de formations et de modes de subsistance, un retour à l'éducation pour les plus jeunes enfants, des activités récréatives et un soutien psychosocial afin d'aider à effacer la « mentalité de brousse ».

---

<sup>26</sup>Les jeunes estimaient que certaines zones de la région de Masisi en particulier en bénéficieraient le plus : Masisi Centre, Biiri / Lushebere, Matanda et Kibab.

- **Encourager une plus grande acceptation de la part des leaders locaux:** Encourager les leaders et autorités locaux, comme le Chef de Groupement (chef de zone), les chefs locaux, les services de sécurité et autres leaders communautaires, à accueillir les enfants et les jeunes associés. Si ces leaders encouragent l'acceptation des enfants et des jeunes, d'autres membres de la communauté suivront. L'acceptation sociale étant un élément clé pour l'efficacité de la réinsertion, ceci améliorerait les possibilités de rendre la programmation plus efficace.

*« Il ne peut pas vivre avec les autres comme il le faisait dans le passé, et en rejoignant la vie sauvage, de grands changements se produisent. »*

Enfant, groupe de discussion

- **Plus de soutien offert aux filles:**<sup>27</sup> Il conviendrait de faire plus d'efforts pour identifier les filles quittant les groupes et pour soutenir leur réinsertion. Les filles doivent se voir offrir un soutien à la fois économique et social. Une formation dans différents métiers (pas uniquement ceux qualifiés traditionnellement de « féminins »), par exemple en entrepreneuriat, serait utile. Il conviendrait également de mettre l'accent sur la programmation pour s'assurer que la stigmatisation particulièrement sévère à laquelle les filles sont confrontées soit analysée et dépassée.

- **Faire respecter la législation existante sur la protection de l'enfant:** Les divisions du Département des affaires sociales, les divisions Genre, famille et enfants devraient vulgariser et appliquer la législation existante sur la protection de l'enfant au sein des régions et des localités. Elle n'est pas aussi bien comprise qu'il convient. Elles devraient s'assurer que les leaders locaux et d'autres départements et services gouvernementaux (tel que la sécurité et la police) la comprennent parfaitement et aide à la faire respecter.

- **Plus de modes de subsistance pour les jeunes:** Il est nécessaire d'offrir aux enfants et aux jeunes plus de modes de subsistance, y compris la formation professionnelle, les apprentissages et le développement de compétences. Les jeunes ont besoin de plus d'opportunités viables pour apprendre des compétences et générer des revenus. Ceci jouerait un rôle considérable dans la prévention du recrutement dans la région.

*« Nous demandons à ce qu'on enseigne des compétences variées et qu'on nous aide à trouver des opportunités afin que nous puissions également être utiles à nos familles et nos communautés. »*

- **Investir dans l'Éducation:** Un plus grand investissement dans l'éducation, y compris dans l'infrastructure, est nécessaire. Il est nécessaire de construire plus d'écoles et d'améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants. Il conviendrait également de développer et de soutenir une offre d'options de formations plus flexibles pour les enfants plus âgés et les jeunes ayant quitté les groupes.

---

<sup>27</sup> Si les besoins spécifiques des filles n'ont pas été abordés de façon explicite par les personnes interrogées dans le cadre de la recherche, les jeunes estimaient tout de même qu'elles nécessitaient un soutien supplémentaire et spécialisé.

- **Mise à disposition d'activités récréatives:** Si les modes de subsistance et le soutien à l'éducation devraient être les principales priorités, il serait bénéfique de mettre à disposition certaines activités récréatives dans la programmation et pour les autres enfants et les jeunes de la région, comme le football, les arts, la création « d'Espaces amis des enfants » et d'autres activités en fonction des intérêts des jeunes de la région. Les ONG régionales, avec le soutien des ONG internationales et de la communauté au sens large, devraient mener ce projet.

Début 2022, le groupe entreprendra un plaidoyer pour sensibiliser sur la question, disséminer et discuter de ses recherches et de ses résultats, et pour promouvoir ses recommandations.

Pour plus d'informations sur ce travail, ou ce rapport, veuillez contacter Sophie Bray-Watkins, conseillère War Child UK Youth Advocacy and Participation Adviser [sophieb@warchild.uk.org](mailto:sophieb@warchild.uk.org)

*« Un message à ceux qui y sont déjà allés : je leur dis de revenir et de construire notre communauté, et pour ceux qui n'y sont pas encore allés, je leur dis simplement de ne pas y aller car il n'y a pas de vie. »*